



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RETRAITES: IL N'Y A RIEN À NÉGOCIER CE QUI EST NÉCESSAIRE, C'EST UNE MOBILISATION GÉNÉRALE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 20 JUIN 2013

Depuis vendredi, et la présentation du « rapport Moreau », on est montés d'un cran dans le bourrage de crâne organisé par le gouvernement et le MEDEF au sujet des retraites.

La vieille rengaine est à nouveau omniprésente, du matin au soir, aux infos, à la télé, dans les journaux : « *Nous vivons plus longtemps et il y a moins d'actifs par rapport aux retraités, donc il faut travailler plus longtemps* ».

En oubliant évidemment que si on vit plus longtemps, c'est aussi grâce à la retraite à 60 ans. Et qu'un ouvrier vit en moyenne 7 ans de moins qu'un cadre.

En 2010, c'était le trio Sarkozy, Fillon, Woerth qui nous la chantait. Aujourd'hui, c'est le gouvernement Hollande-Ayrault ! Les étiquettes gouvernementales changent, mais les vœux du patronat sont toujours exaucés.

UNE DÉCLARATION DE GUERRE

Déjà, avec l'accord sur les retraites complémentaires du 13 mars, celles-ci augmenteront moins vite que l'inflation et avec la hausse des cotisations sociales de 0,3% au 1^{er} avril, 11 millions de retraités voient leur pension amputée.

Le rapport Moreau, quant à lui, ne fait pas dans la dentelle ! Il évoque plusieurs « pistes » : pensions augmentant moins vite que l'inflation, passage de 41,5 à 43, voire 44 ans de la durée de cotisation d'ici 2020, alignement du taux de CSG sur celui des actifs, suppression de l'abattement d'impôt de 10% pour les retraités, augmentation de cotisation-retraite de 0,1%, calcul de la pension sur les 3 à 10 dernières années pour les fonctionnaires au lieu des 6 derniers mois... entre autres.

DIALOGUE SOCIAL ? ASSEZ DE FAUX SEMBLANT !

Hollande a convoqué une « conférence sociale » les 20 et 21 juin et compte sur la passivité ou la

servilité des syndicats pour faire passer ce programme.

Il cherche à reproduire le même scénario que lors de la signature de l'accord de l'ANI (Accord national interprofessionnel), ces accords de « compétitivité » où CFDT, CFE-CGC et CFTC se sont couchés devant le Medef en livrant les salariés au bon vouloir de leurs exploiters (licenciements facilités, gel des salaires, mobilité obligatoire, etc...).

La confédération CGT reconnaît que « *le rapport ne reprend que les propositions du Medef* », mais elle va quand même participer à la discussion autour de ces propositions.

Au lieu d'organiser la riposte, les syndicats acceptent... des parloles autour d'une table.



IL VA FALLOIR SE BATTRE... ET VITE !

L'insuffisance de financement du système de retraite est dû à la progression du chômage, aux cadeaux faits au patronat, à la baisse de la part des salaires dans les richesses.

Les dividendes versés aux actionnaires des grands groupes représentent 170 à 180 milliards par an... soit plus de 8 fois le déficit estimé

des caisses de retraites !

Et avec le pacte de compétitivité qui va servir à licencier encore plus facilement, le gouvernement a donné 20 milliards d'euros de plus aux employeurs sans aucune contrepartie.

Alors, oui, on pourrait facilement embaucher, diminuer le temps de travail, augmenter les salaires et les retraites... à condition de prendre sur les profits et de faire payer les riches.

Mais pour cela, il faut en finir avec les discussions dans les salons et préparer un grand mouvement d'ensemble qui aille jusqu'au bout !

C'est-à-dire qu'il ne faudra pas répéter le même scénario qu'en 2010, avec des « journées d'actions » espacées, mais se donner réellement les moyens de bloquer l'économie du pays.

TURQUIE: TOUT UN PEUPLE EN LUTTE

Matraque, canons à eau et gaz lacrymogènes : c'est avec une violence inouïe que la police et la gendarmerie du gouvernement turc ont délogé les milliers de personnes qui occupaient depuis trois semaines les places centrales d'Istanbul.

Occupations dont l'objectif était au départ de contester le projet de transformation d'un parc du centre ville en centre commercial. Une mobilisation qui était regardée avec sympathie par une grande partie de la population, comme l'ont montré les manifestations de soutien dans la plupart des grandes villes du pays.

La brutalité de l'intervention policière de samedi dernier et les 600 arrestations qui l'ont accompagnée visaient à mettre un coup d'arrêt à une généralisation possible des mobilisations à tout le pays.

Un mécontentement social profond.

Contrairement à ce qu'ont pu laisser croire les médias, la mobilisation de la jeunesse et de la population urbaine d'Istanbul n'a pas éclaté dans un ciel serein. Au pouvoir depuis 2002, l'actuel premier ministre – Erdogan – et son parti islamiste-conservateur sont confrontés depuis plusieurs années à une montée de la contestation sociale.

A l'image de celle de Renault-Bursa à l'automne 2012, c'est la multiplication des grèves : pour les salaires ; pour imposer le droit syndical dans les entreprises, face à une centrale syndicale officielle « la Turk-Is », aux ordres du pouvoir et du patronat.

C'est la mobilisation des femmes contre la remise en cause de leurs acquis, en particulier du droit à l'avortement.

C'est la mobilisation citoyenne contre le caractère réactionnaire du pouvoir et la remise en cause de la laïcité...

Un pouvoir de plus en plus répressif

Face à cette montée de la colère sociale, Erdogan n'a qu'une réponse : la répression et la criminalisation des mouvements sociaux, les accusations de soi-disant « terrorisme ».

Depuis 2002, le nombre de prisonniers politiques est passé de 60.000 à 150.000 : des intellectuels, des kurdes par milliers, des femmes, des syndicalistes.

C'est ce climat répressif que dénonçaient les manifestations de ces dernières semaines dans de nombreuses villes du pays en criant « *Erdogan Démission* ». Un petit air de printemps arabe.

La rue n'a pas dit son dernier mot

Contre la violence de la répression policière utilisée pour évacuer la place Taksim et le parc Gesi, deux syndicats - Disk et Kesk - ont appelé à faire grève et à manifester lundi dernier.

Devant ses partisans réunis dimanche, Erdogan les a accusés de visées terroristes. Son ministre a menacé de déclarer « illégale » la grève. Tous deux envisageant de recourir à l'armée pour étouffer l'expression de la contestation sociale. Ils pouvaient compter sur l'appui de la vieille confédération

syndicale « Turk-Is » qui voit d'un très mauvais œil l'émergence de syndicats combattifs.

Dans ce contexte, la grève n'a connu qu'un succès relatif, mais les slogans des manif étaient clairs : « *Nous reviendrons* », « *Ce n'est qu'un début, le combat continue* » ...

MICHELIN: PATRON VOYOU

Une nouvelle fois, le groupe Michelin se distingue par son cynisme habituel. En 1999, il avait incarné ce qui allait s'appeler les « licenciements boursiers ». En effet, en même temps qu'il procédait à 7.500 suppressions d'emplois, il annonçait des bénéfices record, en augmentation de 20% !

Aujourd'hui, il supprime 700 emplois à Joué les Tours sur les 930 existants, alors qu'il vient de voir ses bénéfices progresser de 7,4% en 2012.

Les salariés font les frais de cette politique toujours plus agressive, qui, en prenant prétexte de la crise et d'une concurrence mondiale toujours plus impitoyable, cache en fait le choix de satisfaire toujours plus les actionnaires, le choix d'une répartition des richesses où l'argent va toujours plus au capital plutôt qu'aux salaires.

Ce nouveau plan de licenciement vient rallonger la liste des entreprises qui licencient, tout en faisant des profits faramineux. Mais il faut croire que ce n'est pas assez. Et bien nous, on en a assez qu'ils jouent avec nos vies. A PSA, Goodyear, Sanofi... et maintenant Michelin, la colère doit éclater. Oui, il va falloir imposer l'interdiction ces licenciements. Mais pour cela, il va falloir un grand mouvement de lutte général et coordonné qu'il s'agit de préparer.

ENTENDEZ-VOUS LE BRUIT DES BOTTES ?

Mercredi 5 mai, Clément, militant syndicaliste et antifasciste, est mort sous les coups des skinheads en plein Paris.

Après le passage à tabac de plusieurs homosexuels, ces groupuscules d'extrême droite passent à la vitesse supérieure... Désormais, ils tuent ! Le lendemain et tout au long du weekend des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour manifester leur opposition à la montée de l'extrême droite.

C'est quand nous, jeunes et travailleurs, nous ne leur laissons pas la rue, que nous l'occupons pour défendre activement nos revendications sociales, que les réactionnaires reculent.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique